

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° 5 du règlement de consultation.

المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2021/170

في يوم 16 يوليوز 2021 على الساعة العاشرة صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل عقد صفقة قابل للتجديد لصيانة و إصلاح المنصة المعلوماتية (معدات و برمجيات) المتعلقة بالمتنول الهاتفية و شبكة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل، بما في ذلك قطع الغيار و اليد العاملة.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التكوين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

و تبلغ الضمانة المؤقتة ثلاثة آلاف وثلاثمائة درهم (3 300,00)

والكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مائة واثان وتسعون ألف درهم (192 000,00) مع احتساب جميع الرسوم.

زيارة الموقع الزامية لفائدة المترشحين بتاريخ: 02 يوليوز 2021 على الساعة الحادية عشرة صباحا وذلك بمقر الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء؛

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التكوين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- إما إيداع أظرفتهم الكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 14-20 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المنطلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية.

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 4 من نظام الإستشارة

أشرف



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la
Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres

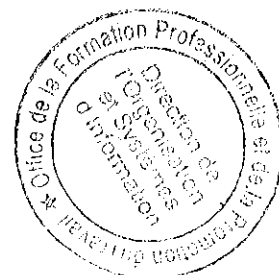
Ouvert sur offres de prix

N° 170 / 2021

Financement : Budget OFPPT hors coopération

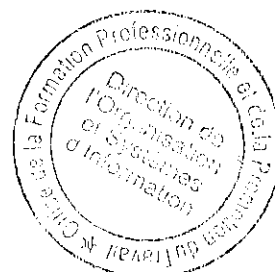
Objet :

La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.



SOMMAIRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : DEFINITIONS	3
ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS	5
ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE	7
ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 10 : VISITE DES LIEUX	7
ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	8
ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE N°14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	9
ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE	10
ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE	10
ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 20 : REPARTITION	10
ARTICLE 21 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	11



REGLEMENT DE LA CONSULTATION**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet : **La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.**

Il est établi en vertu des dispositions des article 7 « **Marché reconductible** », de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé à la suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

1. **Attributaire** : Concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
2. **Autorité compétente** : L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
3. **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
4. **Groupeement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT ;
5. **Maître d'ouvrage** : Entité de l'Office (centrale, régionale ou locale), qui passe le marché avec l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de service.
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le



comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;

- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A. Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle ci-joint.
- b) L'Original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B :

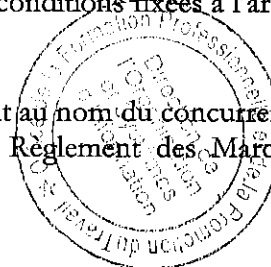
- Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).
- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;



2 A.

2

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux (b) et (c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

Pour, les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B. Le dossier technique comprend :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

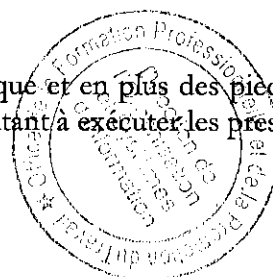
C. Le Dossier Aditif comprend :

Attestation de visite des lieux dûment signée par les deux parties.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa a) du A-1 de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :



2 A.

2

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7.1 Les dossiers administratif, technique et additifs prévus à l'article 5 ci-dessus ;

7.2 L'offre financière qui comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

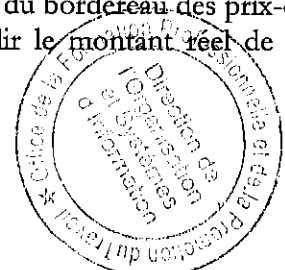
- b) Le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

1. La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits) ;
2. Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres ;
3. Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.



7.3 Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

7.4 L'offre technique :

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

- a) Les curriculum vitae de :
 - a. Le chef de projet ;
 - b. Le(s) technicien(s) ;
 - c. L'(es) ingénieur(s).
- b) Les copies certifiées conformes des diplômes ;
- c) Certificats professionnels auprès du constructeur de la plateforme objet du l'appel d'offre (ALCATEL LUCENT), justifiant la compétence de la ressource en maintenance et ou en intégration des plateformes Matérielles similaires ;
- d) Bordereaux CNSS des moyens humains à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation ;
- e) Une note sur le service support du soumissionnaire.

ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE 9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offre ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

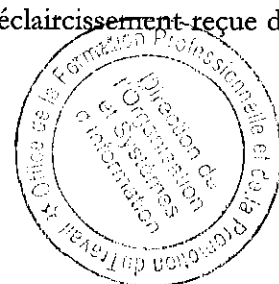
ARTICLE 10 : VISITE DES LIEUX

Une visite des **lieux obligatoire** au siège de l'OFPPT sera organisée par le maître d'ouvrage pour permettre aux candidats de connaître parfaitement les équipements ainsi que les difficultés techniques inhérentes au projet. La date et le lieu de cette réunion sont indiqués dans l'avis d'appel d'offres.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.



Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai

Minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

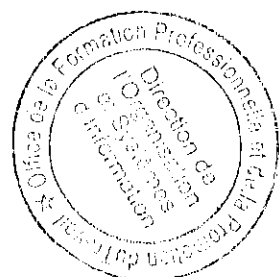
La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPT :



A. Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B. Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) La **première enveloppe** comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif et le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif, technique et additif » ;

- b) La **deuxième enveloppe** comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

- c) La **troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C. Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE N°14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

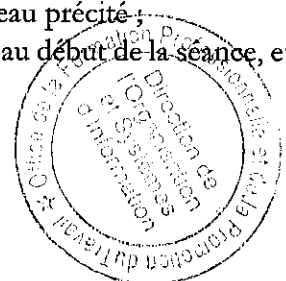
Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du Service des Marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) à Casablanca, dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma et à partir du site de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : <https://www.ofppt.ma>

ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;



- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

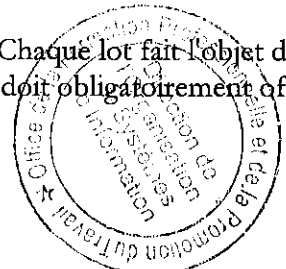
ARTICLE 19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 20 : REPARTITION

Le jugement des offres, prévu pour le présent appel d'offres, est un jugement par lot.

Le soumissionnaire peut faire une offre pour un ou plusieurs lot d'appel d'offres. Chaque lot fait l'objet d'un seul marché séparé et les quantités indiquées sont indivisibles. Le soumissionnaire doit obligatoirement offrir



l'ensemble de la quantité indiquée. Les offres partielles, techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération.

Pour l'attribution, le maître d'ouvrage procède à l'ouverture, à l'examen des offres du lot et à l'attribution par lot.

Les offres de remise sur le prix présenté par les concurrents en fonction du nombre de lots susceptibles de leur être attribués sont prises en considération.

ARTICLE 21 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURENTS

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins **quatre attestations de références**, conformes aux prescriptions de l'article 5- alinéa B-2 du présent règlement de consultation, d'un montant minimum de **100 000,00 Dhs**, se rapportant à des prestations de la même famille (Maintenance ou Intégration des plateformes objet de l'appel d'offre), de celles objet du présent appel d'offre.

Aussi, il est précisé qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celle-ci sera appréciée pour la cote part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant globale de l'attestation.

1ère Phase : Evaluation des capacités techniques et financière

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, et technique de chaque concurrent.

Les concurrents n'ayant pas présentés les pièces exigées au niveau des dossiers administratifs, techniques et additifs seront écartés.

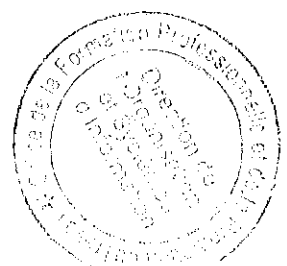
La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres techniques proposées.

2ème Phase : Analyse technique des offres techniques

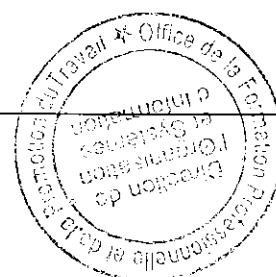
Ne sont examinés dans cette phase que les offres retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratif, technique.

Pendant cette phase, il sera procédé à l'évaluation technique des offres sur la base des éléments contenus dans les dossiers des concurrents, et une note technique « NT » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème motionné ci-après.

Seuls les concurrents ayant obtenu une note supérieure ou égale à **70/100** seront admis à l'ouverture de l'offre financière.



Critère d'évaluation	Note Maximale	Approche d'évaluation	Barème
Certification du titulaire du marché	5	Niveau de Partenariat avec le(s) constructeur(s) (Gold, Silver ...)	5 point
Consistance de l'équipe :	15	Note Equipe étoffée = la somme des points des profils	1 point pour le chef de projet + 2 points /Ingénieur + 2 points / technicien Plafonné à 15
		Note d'une équipe réduite : Un chef de projet + Un ingénieur + un technicien	5
Profil 1 : Chef de projet	20		
Diplômes	10	Bac + 5 ou plus	10
		Bac + 4	7
		BAC + 2	5
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'appel d'offre	10	≥10 ans	10
		[5 ans , 10 ans[1 point /année d'expérience
Profil 2 : Ingénieur	30	Note =Moyenne des notes des ingénieurs proposés	
Diplômes	10	Bac + 5 ou plus	10
		Bac + 4	5
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'appel d'offre	10	≥15 ans	10
		[5 ans , 15 ans[1 point /année d'expérience
		[2 ans , 5 ans[0.5 point /année d'expérience
Certifications	10	Certificat constructeur (objet du marché) justifiant la compétence de l'ingénieur	5
		Certificat supplémentaire	1 point / certificat Plafonné à 5
Profil 3 : Technicien	30	Note =Moyenne des notes des techniciens proposés	
Diplômes	3	Bac + 2 et plus	3
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'appel d'offre	17	≥15 ans	17
		[5 ans , 15 ans[1 point /année d'expérience
		[2 ans , 5 ans[0.5 point /année d'expérience
Certifications	10	Certificat constructeur objet du marché justifiant la compétence du technicien	5
		Certificat supplémentaire	1 point /certificat, Plafonné à 5
NOTE TECHNIQUE (NT)	Note maximale : 100		



Certificat constructeur / éditeur objet du dite appel d'offre

- Alcatel-Lucent Enterprise Certified System Expert (ACSE) / Alcatel-Lucent Enterprise Certified Field Expert (ACFE) OmniSwitch LAN Certified
- ACSE/ ACFE OmniPCX Enterprise Certified
- ACSE/ ACFE OmniAccess WLAN Certified
- ACSE/ ACFE OpenTouch Certified
- ACSE/ ACFE OmniVista 8770
- ...

L'appréciation se fera sur la base des CVs détaillés précisant le profil (**Chef de projet ; Ingénieur ; Technicien**) et contenant au minimum les informations objet du critère d'évaluation et des certificats.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, en cas de besoin, la véracité des informations contenues dans les CV : diplômes, expériences, ...

Sont considérés éliminés, les offres techniques de tout soumissionnaire :

- N'ayant pas présenté l'une des pièces demandées dans l'offre technique ;
- Ayant obtenu une note technique globale (NT) strictement inférieure à 70/100 points ;
- N'ayant pas présenté l'un des trois (03) profils exigés (chef de projet, Ingénieur, Technicien) ;
- N'ayant pas présenté aucun profil certifié.

3^{ème} phase : Evaluation des offres financières des soumissionnaires amis à l'issu de la 2^{ème} phase

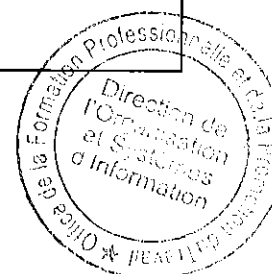
Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'OFPPT précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de la phase 1.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issu de l'examen de l'offre technique et de l'offre financière la moins-disante.

NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'OFPPT précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

LE MAITRE D'OUVRAGE
<div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="font-size: 1.2em; margin-bottom: 10px;">Directeur de l'Organisation et Systèmes d'Information</div> <div style="font-size: 1.1em; margin-bottom: 10px;">Hafid ABOULHASSANE</div> </div>



MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT**A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°...../2021 du àh.....min.

Objet: La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.

Passé en application des article 7 « Marché reconductible », de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle

B - Partie réservée au concurrent**a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

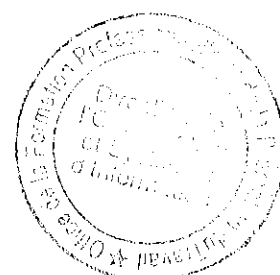
agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de:.....

adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

affiliée à la CNSS sous le n°(2) et (3)



A.

2

inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (2) et (3)

n° de patente.....(2) et (3)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

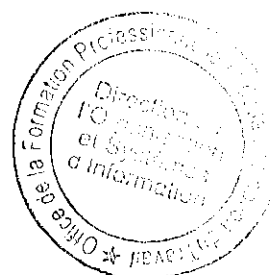
2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Le montant Hors TVA :.....(en lettre et en chiffre)
- Taux de la TVA :(en pourcentage)
- Le montant de la TVA:.....(en lettre et en chiffre)
- Le montant Toutes Taxes Comprises :.....(en lettre et en chiffre)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)



(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

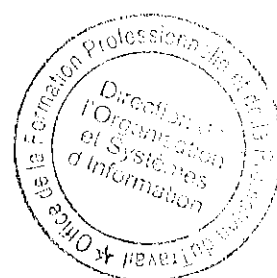
(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles

7 A

29



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N° du à

Objet : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (1)

N° de patente (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB), ouvert auprès de

Identifiant Commun de l'Entreprise : n° (ICE)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

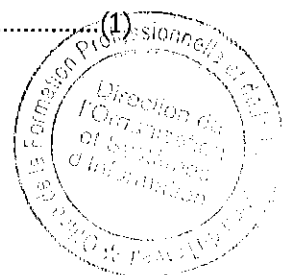
Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de:

Adresse du siège social de la société adresse du domicile
élu

Affiliée à la CNSS sous le n° (1)

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)

N° de patente (1)



2 A.

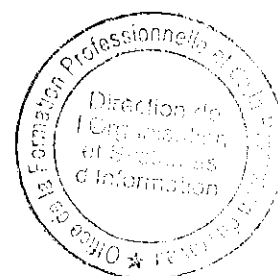
2

N° du compte (RIB)....., ouvert auprès de(localité)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014);
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le marché ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- 9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.



Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

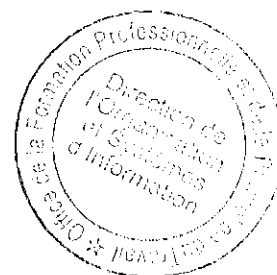
(1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) à supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



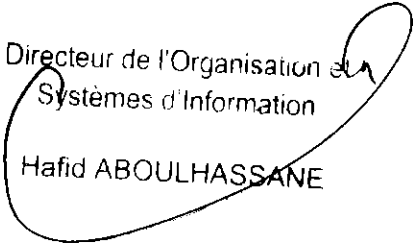
2A.

Q

ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX

Objet : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.

Je soussigné,que la société..... a effectué une visite des lieux le dans le but de se rendre compte personnellement et apprécier à son point de vue et sous sa responsabilité toutes difficultés qui peuvent remonter pendant l'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres n°/2021

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
<div style="text-align: center;">  Directeur de l'Organisation et Systèmes d'Information Hafid ABOULHASSANE </div> <p>Casablanca, le</p>	<p>Casablanca, le</p>



2 A.

C9



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la
Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres

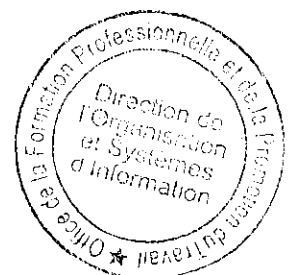
Ouvert sur offres de prix

N° AO/ 2021

Financement : Budget OFPPT hors coopération

Objet :

La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2021.

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 et de l'article 7 (**Marchés reconductibles**), du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre les soussignés :

d'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification fiscale

- n° de l'Identifiant de l'Entreprise :

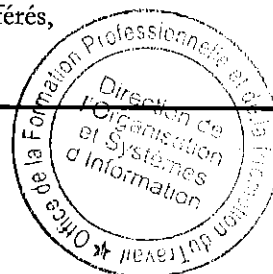
- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

2 A.

C

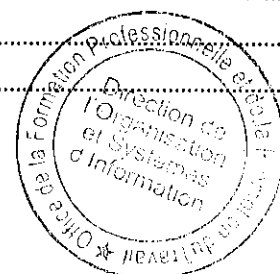


SOMMAIRE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES.....	2
Chapitre I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	5
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	6
ARTICLE 5 : CARACTERE GENERAL ET VARIATIONS DES PRIX.....	6
ARTICLE 6 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 : RECEPTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 8 : MODE DE PAIEMENT	7
ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD.....	7
ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF	7
ARTICLE 11 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 12 : DROITS, IMPOTS ET TAXES	7
ARTICLE 13 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	7
ARTICLE 14 : LANGUES UTILISEES	8
ARTICLE 15 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	8
ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE.....	8
ARTICLE 18 : ASSURANCE RISQUE	8
ARTICLE 19 : MOYENS EN PERSONNEL ET EN MATERIEL DU TITULAIRE DU MARCHE.....	8
ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....	9
ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	11
ARTICLE 22 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 23 : FORCE MAJEURE.....	11
ARTICLE 24 : NANTISSEMENT	12
ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHE	12
ARTICLE 26 : REGLEMENT DE LITIGE.....	13
Chapitre II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	14
ARTICLE 27 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 28 : MODALITES ET DELAIS D'INTERVENTION ET DE REPARATION	15
ARTICLE 29 : HORAIRES D'INTERVENTIONS.....	16
ARTICLE 30 : REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 31 : SUIVI DES INTERVENTIONS / FICHES D'INTERVENTION	16
ARTICLE 32 : MOYENS DE COMMUNICATION	16

2 A.

C



ARTICLE 33 : LIEU D'INTERVENTION	16
ARTICLE 34 : LISTE DU MATERIEL ET LOGICIEL A MAINTENIR.....	17
ARTICLE 35 : INTERVENTIONS DU PRESTATAIRE (MAINTENANCE ET TELEMANTENANCE).....	18
ARTICLE 36 : RETRAIT DE MATERIEL	18
ARTICLE 37 : TITRES DES CHAPITRES ET ARTICLES DU CPS	18
BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF.....	19

2A.

C



Chapitre I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché lancé par appel d'offres ouvert sur offre de prix a pour objet : **La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre.**

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

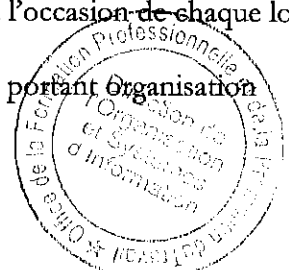
1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. L'offre technique du titulaire ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret Royal 2-01-2332 du 22 Rabii I-1423 (juin 2002), CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 3 : REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas expressément, il est fait application des textes généraux suivants :

- Le Dahir n°1-72-183 du 28 Rabii II 1394 (21 Mai 1974) Instituant l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail ;
- Le dahir n°1-03-195 du 11 Novembre 2003 portant promulgation de la loi 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-14-190 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relative à la réparation des accidents du travail et ses arrêtés d'application publiés en 2016 ;
- Le dahir n° 1-06-11 du 15 moharrem 1427 portant promulgation de la loi n° 38-05 relative aux comptes consolidés des Établissements et Entreprises Publics (B.O. n° 5404 du 16 mars 2006) ;
- Le décret royal n° 330.66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique, modifié par le dahir n° 1-77-659 du 25 Chaoual 1397 (09/10/1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 25 Joumada II 1400 (12/05/80) tel que modifié et complété ;
- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).
- Le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, désigné sous le vocable « CCAG-EMO » (B.O. n° 5010 du 06/06/2002) ;
- Le Code Général des Impôts institué par la loi des finances 2006 et mis à jour à l'occasion de chaque loi des finances ;
- L'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2 3772 du 19 juillet 2005 portant organisation comptable et financière de l'OFPPT ;



- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation – DEPP n°2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du Contrôleur d'Etat pour les marchés de fournitures et de prestations de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, et les salaires de la main d'œuvre en vigueur ;
- Dahir n° 1-09-15 du 22 Safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;

De même, il doit être tenu compte de tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'acte d'engagement. Dans le cas où ces textes prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire de marché doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le prestataire devra, s'il ne les possède pas, se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas, invoquer leur ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le présent marché est valable pour une durée d'une année à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations, renouvelable d'une année en année par tacite reconduction pour une durée maximale de **(03) trois années**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception **02 (Deux) mois** au moins avant la fin de l'année en cours (date d'anniversaire).

ARTICLE 5 : CARACTERE GENERAL ET VARIATIONS DES PRIX

Le présent marché est à prix ferme et unitaire.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux prestations réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage, au cours de l'exécution du marché, et après consultation du titulaire, peut apporter des modifications au marché initial.

ARTICLE 7 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Compte tenu de la nature des prestations, les réceptions provisoire et définitive sont confondues.

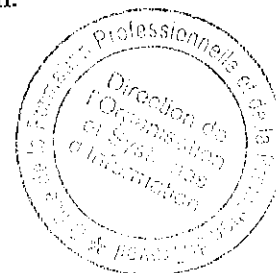
Trimestriellement et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage procède à la vérification de la conformité des prestations de services réalisées aux spécifications techniques du marché, notamment les fiches d'intervention signées par les deux parties et prononce, le cas échéant et en application de l'article 49 du CCAG-EMO, la réception partielle des prestations concernés.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception.

La dernière réception tient lieu de réception définitive du marché.

J. A.

29



ARTICLE 8 : MODE DE PAIEMENT

L'OFPPT se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et les facturations seront effectuées **Trimestriellement** à terme échu. Le premier et le dernier mois d'exécution seront payés au prorata des jours d'exécution par rapport au jour calendaire du mois concerné.

Le paiement se fera sur présentation des factures établies par le titulaire en six (6) exemplaires.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans l'acte d'engagement.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD

A défaut par le titulaire du marché d'exécuter les prestations qui lui sont demandées dans les délais prescrits par l'article 28 ci-dessous, il encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un **pour mille (1/1000)** par jour calendaire de retard du montant total annuel TTC, avec prise en compte des éventuels avenants.

Le montant global des pénalités sera plafonné à **10%** du montant total du marché. L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché reconductible.

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : Trois mille trois cent Dirhams (3300 DH)

Il ne doit pas porter de réserve ou une date limite de validité.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché. Si le titulaire du marché ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'OFPPT. Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception du marché.

ARTICLE 11 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Compte tenu de la nature des prestations, il n'est prévu ni délai de garantie ni retenue de garantie.

ARTICLE 12 : DROITS, IMPOTS ET TAXES

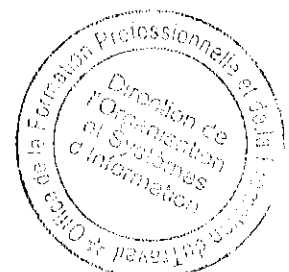
Les droits, impôts et taxes de toute nature auxquels donnerait lieu le présent CPS sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 13 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres ou d'enregistrement du marché auquel donnera lieu le présent marché sont à la charge du titulaire du marché.

Z A.

C9



ARTICLE 14 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE 15 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué et son visa par le contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 136 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'OFPPT.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du règlement précité.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance au titre de ce marché ne sera acceptée.

ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE

A défaut par le titulaire du marché de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire du marché est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 18 : ASSURANCE RISQUE

Le titulaire du marché doit souscrire aux assurances couvrant les risques inhérents à l'exécution des prestations, objet de cet appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret N°02-05-1433 du 06 Dou al Kaâda 1426 (28 Décembre 2005).

Cette police d'assurance doit être souscrite auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

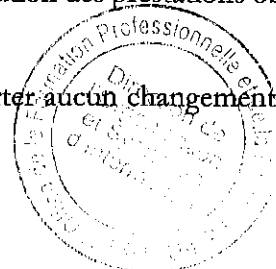
La copie de la police d'assurance doit être soumise à l'Etablissement avant l'exécution des prestations.

ARTICLE 19 : MOYENS EN PERSONNEL ET EN MATERIEL DU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché est entièrement responsable de ses prestations, conformément aux usages de la profession, aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution non conforme ou incomplète de ses prestations.

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission.

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.



Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera, une personne de qualification égale ou supérieure.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celle de la personne à remplacer. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL CONFIDENTIALITE ET SECURITE

Le titulaire du marché est tenu aux obligations de discrétion et de protection du secret issues respectivement des articles 22 et 23 du CCAG-EMO.

Le prestataire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux prescriptions exigées par la défense nationale, la sécurité et la sûreté publiques et les prérogatives de l'autorité judiciaire telles que stipulées par la législation et la réglementation en vigueur.

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données personnelles, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l'OFPPT ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues de l'OFPPT ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- S'assurer de la licéité des traitements réalisés dans le cadre de la mission confiée ;
- Ne pas recourir aux services d'un sous-traitant, sauf à ce que ce dernier soit préalablement et expressément habilité par l'OFPPT et agisse sous sa responsabilité et le contrôle du prestataire ;
- Respecter son obligation de secret, de sécurité et de confidentialité, à l'occasion de toute opération de maintenance et de télémaintenance, réalisée au sein des locaux du prestataire ou de tout intervenant dans le cadre du traitement ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, en fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Le Prestataire s'engage à garder strictement confidentiel et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les informations qui lui seront transmises par l'OFPPT ou auxquelles elle aura accès à l'occasion de l'exécution du marché.

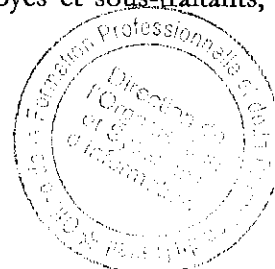
Le Prestataire prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations.

Le Prestataire s'engage à ne communiquer lesdites informations qu'aux membres de son personnel appelé à en prendre connaissance et à les utiliser.

Le Prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que ses employés et sous-traitants, traitent lesdites informations conformément aux dispositions de confidentialité.

7 A.

9



Les informations obtenues par le Prestataire ne pourront être utilisées que pour l'exécution de l'objet du présent marché. Toute autre utilisation sera soumise à l'autorisation préalable et écrite de l'OFPPT.

Le Prestataire s'engage à adhérer aux procédures et modes opératoires établis par l'OFPPT visant à contrôler la transmission, la réception, la traçabilité et la non-répudiation des échanges.

Le Prestataire s'engage à adhérer aux procédures établies par l'OFPPT visant à garantir la confidentialité des informations dans leur acheminement, quel que soit le canal employé pour les échanges.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers L'OFPPT des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;
- Que L'OFPPT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché de prestation de services, sans indemnité en faveur du prestataire, en cas de non-respect du secret, de la confidentialité et de la sécurité des données. »

Intervention sur Système d'information :

Toute intervention sur un des éléments critiques des Systèmes d'Information doit faire l'objet d'une autorisation préalable d'une instance impliquant des acteurs compétents en matière de sécurité des SI qui valide les conditions de l'intervention et de la réalisation des tâches en collaboration avec l'entité concernée.

L'intervention ne doit, dans la mesure du possible, porter préjudice :

- Ni à l'intégrité des systèmes et des informations ;
- Ni à la continuité des services assurés par ces systèmes.

Le prestataire doit s'assurer que ses interventions ne portent aucun préjudice à l'état des informations hébergées par le système, tant pour les données de production que pour les données de configuration du matériel et des logiciels.

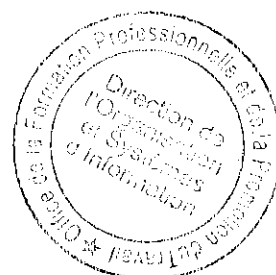
Le prestataire s'assure qu'un retour en arrière est possible, dans des délais raisonnables, éventuellement fixés en fonction des attentes des entités concernées.

Le prestataire s'engage à ne pas altérer la continuité de service du système ou à limiter toute éventuelle interruption à la durée la plus réduite possible, sur la période la moins pénalisante pour les entités concernées.

La détection de toute anomalie ou incident pouvant remettre en cause la sécurité des Systèmes d'Information doit être rapportée immédiatement à l'interlocuteur concerné.

Enfin, toute dérogation à l'un des principes fondamentaux de sécurité de L'OFPPT ou à l'une des règles décrites dans ce marché doit être soumise à l'autorisation préalable de l'entité concernée. Cette dérogation ne soustrait en rien le prestataire à son obligation de moyens afin de limiter au maximum les risques potentiels qu'il fait encourir au système d'information dans le champ de son intervention.

Toute intervention ne pourra être réalisée sans la signature préalable des engagements du prestataire.



Audibilité :

L'OFPPT peut déclencher un audit conduit, par ses propres ressources ou par un tiers, sous réserve du secret professionnel et que l'organisme auditeur ne soit pas un concurrent ou ayant des intérêts communs avec le sous-traitant, et ce, pour s'assurer de la bonne exécution des termes du marché ainsi que le respect des exigences de sécurité de l'information auquel il s'est engagé à se conformer.

Cet audit doit être opéré au cours de l'exécution du marché moyennant un préavis de 48 heures avant son déclenchement.

Tout refus d'audit par le sous-traitant, ou action de sa part pouvant nuire à son bon déroulement, est considéré comme manquement contractuel entraînant la résiliation d'office du marché, sans préjudice de demande de réparation.

Réversibilité :

Le Prestataire s'engage, à assurer la réversibilité des prestations afin de permettre à l'OFPPT sans difficultés, de reprendre ou de faire reprendre par un tiers, désigné par l'OFPPT, lesdites Prestations telles que définies dans les documents contractuels.

Il est entendu entre le Prestataire et l'OFPPT qu'au titre de l'engagement de réversibilité, le Prestataire assurera une assistance de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une obligation générale de moyens.

A la fin du marché pour quel que motifs évoqués, le Prestataire s'engage à communiquer à tout moment les informations nécessaires à l'OFPPT pour lui permettre de préparer la réversibilité.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire du marché ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire du marché ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 23 : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, événement imprévisible hors de contrôle des deux parties tel que prévu par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats, le marché peut faire l'objet d'un avenant, étant précisé toutefois qu'aucune indemnité ne peut être accordée au titulaire du marché.

Le titulaire du marché qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai de sept (07) jours, adresser à la Direction Générale de l'OFPPT une notification par lettre recommandée avec accusé de réception établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation de la mission.

Dans tous les cas, le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de la force majeure.

Si, par le cas de la force majeure, le titulaire du marché ne peut plus exécuter les prestations telles que prévues dans la présente mission pendant une période de trente (30) jours, il devra examiner dans les plus brefs délais avec l'OFPPT les incidences contractuelles desdits événements sur l'exécution de la mission et en particulier sur le prix, les délais et les obligations respectives de chacune des deux parties.

Quand une situation de force majeure persiste pendant une période de soixante (60) jours au moins, la mission pourra être résiliée sur l'initiative de l'OFPPT.

ARTICLE 24 : NANTISSEMENT

Le titulaire du marché pourra demander, s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT, seuls qualifiés pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché sera résilié de plein droit, conformément aux dispositions des articles 28, 29, 30 et 31 du C.C.A.G-EMO, en cas de décès du titulaire ou si l'OFPPT constate, au cours de l'exécution de ces prestations ou suite à l'examen des rapports d'audit, que le titulaire du marché ne remplit pas ses engagements avec la diligence nécessaire, il serait en droit de demander la résiliation du marché. A cet effet, la demande de résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de résiliation, le titulaire du marché devra remettre à l'OFPPT tous les travaux élaborés à la date de la résiliation.

ARTICLE 26 : REGLEMENT DE LITIGE

Tout litige survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente mission, s'il n'est pas réglé à l'amiable, sera traité en application de la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du C.C.A.G-EMO.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

J.A.

C



Chapitre II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 27 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché consistent à la maintenance, l'entretien et la réparation (pièces et main d'œuvre) des équipements informatiques et des logiciels, listés et décrits dans l'article 34 ci-dessous.

Ces prestations consistent à :

- Maintenance préventive ;
- Maintenance corrective ;
- Support éditeur/Constructeur ;
- Assistance en mode régie.

Maintenance préventive :

La maintenance préventive consiste à assurer des visites périodiques d'entretien du matériel et du logiciel, selon une périodicité au minimum une fois par trimestre, en vue de réduire le nombre de pannes et de maintenir durant la durée du marché reconductible, le bon fonctionnement du matériel et du logiciel.

La maintenance préventive comprend :

- Le maintien du bon état de fonctionnement hardware et software des plateformes ;
- Le nettoyage extérieur, le dépoussiérage intérieur des différents composants (baies, serveurs, autres équipements) ;
- L'analyse de l'environnement et des journaux des événements ;
- L'identification des risques de dysfonctionnement et les améliorations liées à l'évolution du système ou à la normalisation ;
- Les mises au point nécessaires et le remplacement des pièces hors d'usage ;
- L'installation des mises à jour techniques du matériel et du logiciel lorsqu'elles sont rendues disponibles par le constructeur du matériel ou l'éditeur du logiciel, et si elles sont nécessaires pour assurer le fonctionnement optimum selon les normes ;
- L'analyse des vulnérabilités techniques des plateformes et l'application des correctifs ;
- Tuning des plateformes pour l'optimisation de l'utilisation des ressources (espace disque, CPUs, mémoires, contrôleurs, etc)

Il sera sanctionné par une fiche d'intervention détaillant les constats de dysfonctionnement éventuels.

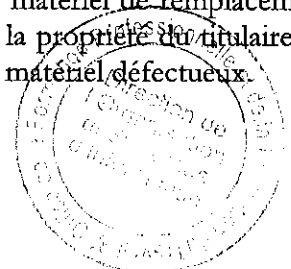
Maintenance corrective :

Elle a pour objet de remettre en état de fonctionnement les composantes matérielles ou logicielles qui ont subi une défaillance partielle ou totale ou qui sont inaptes à accomplir la fonction requise.

La maintenance corrective comprend :

- L'exécution de toutes les opérations de réparation, de remplacement, de montage des pièces de rechange, de configuration et de mise au point, nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des plateformes ;
- Les pièces défectueuses, usées ou cassées seront remplacées par des pièces équivalentes ou supérieures aux anciennes et elles sont à la charge du titulaire du marché à l'exception des commutateurs HP. Les pièces défectueuses, ayant fait l'objet de remplacement, restent la propriété de l'OFPPT ;
- La correction des anomalies relevées par l'OFPPT pendant l'exploitation des plateformes. Si la correction exige des délais longs qui risquent de gêner l'exploitation, le titulaire du marché doit, dans l'attente de la correction définitive ou de la livraison des éléments de remplacement (commutateurs HP), procéder à des corrections temporaires ou à des solutions d'urgence de contournement. Le matériel de remplacement mis en service par le titulaire du marché pour contourner l'anomalie, restera la propriété du titulaire du marché et lui sera restitué après le dépannage ou le remplacement définitif du matériel défectueux.

8A.



Le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires, à compter de la date de la notification de l'approbation du marché, pour constituer un stock de pièces de rechanges.

A la fin de chaque intervention, le titulaire du marché doit établir une fiche d'intervention portant sur les opérations de réparation effectuées. Cette fiche doit être datée et signée par les représentants du Maître d'ouvrage et du titulaire du marché.

Support constructeur/ éditeur :

Le titulaire du marché est tenu à souscrire, annuellement, au support constructeur/éditeur **tous** le matériel et logiciel objet de la maintenance du dite marché (cf. article 34) à l'exception des commutateurs HP (qui sous toujours sous garantie constructeur). Ce support doit inclure le droit aux mises à jours mineurs et majeurs.

Le titulaire du marché doit présenter une attestation ou toute autre moyen (email, site web..) auprès du constructeur/éditeur prouvant la souscription du support.

Assistance en mode régie :

À la demande de l'OFPPT, le titulaire est tenu à mobiliser des ressources compétentes pour apporter d'éventuelles évolutions à son système d'information à savoir :

- Nouvelle Configuration ;
- Migration ;
- Mise à niveau ;
- Transfert de compétence ;
- ...

Chaque intervention demandée par l'OFPPT fera l'objet, avant exécution, d'une proposition émise par le soumissionnaire qui indiquera notamment les éléments suivants :

- La liste et le descriptif des tâches à réaliser ;
- Les intervenants désignés pour la réalisation ;
- Le volume de jours / hommes à retenir ;
- Le planning et la durée de réalisation ;
- Le cas échéant, les moyens requis à mettre en œuvre spécifiquement par l'OFPPT.

Après validation par l'OFPPT de la proposition précitée, le prestataire sera notifié par email ou télécopie pour démarrer l'intervention.

Le Prestataire doit dresser un rapport pour chaque intervention réalisée et doit le soumettre à la validation de l'OFPPT.

ARTICLE 28 : MODALITES ET DELAIS D'INTERVENTION ET DE REPARATION

Maintenance préventive trimestrielle

Le programme de la visite trimestrielle doit être planifié et coordonné avec l'OFPPT une semaine avant la date de la visite.

Maintenance corrective

Dès notification (Helpdesk sur le site web, messagerie, fax ou téléphone) du problème au titulaire, ce dernier est tenu de répondre à ce qui suit :

- L'intervention sur site dans un délai de **deux (02) heures** après déclaration de l'incident ;
- La remise en service dans un délai de **4 heures** à compter du moment de sa présence sur site ;

- En cas de remplacement, il dispose de **6 semaines** pour retourner à l'OFPPT le matériel défectueux dûment réparé ou remplacé de manière définitive et ce, à compter de la notification initiale faite par l'OFPPT.

Assistance en mode régie

A la demande de l'OFPPT, par télécopie ou messagerie, le titulaire du marché interviendra pour accomplir la prestation demandée. Il a un délai d'**une semaine** pour démarrer les prestations demandées et ce à compter de la date de la demande.

ARTICLE 29 : HORAIRES D'INTERVENTIONS

Le titulaire du marché s'engage à mettre à la disposition de l'OFPPT son service de maintenance **5j/7 de 8h à 20h**. Sa disponibilité et ses interventions peuvent s'étaler en dehors des heures ouvrables y compris les week-ends et jours fériés.

ARTICLE 30 : REPRESENTATION DU TITULAIRE

Pendant toute la période d'exécution du marché reconductible, le titulaire devra désigner un chef de projet son représentant auprès de l'OFPPT, investi des pouvoirs et prérogatives nécessaires pour :

- Assurer le suivi et la réalisation du marché reconductible ;
- Participer aux réunions ou entretiens avec les représentants de l'OFPPT.

ARTICLE 31 : SUIVI DES INTERVENTIONS / FICHES D'INTERVENTION

Les interventions devront être consignées par le titulaire du marché dans des fiches d'intervention précisant la nature de l'intervention ainsi que les intervenants. Ces fiches doivent être validées et signées par l'OFPPT.

ARTICLE 32 : MOYENS DE COMMUNICATION

Le titulaire du marché doit fournir un point de contact unique pour tous les appels et requêtes. A cette fin, il doit mettre à la disposition de l'OFPPT plusieurs moyens d'accès et de communication :

- Numéro d'appel : comme moyens principal pendant les heures de travail.
- Numéro de Fax
- Adresse électronique de l'helpdesk.

ARTICLE 33 : LIEU D'INTERVENTION

Les interventions seront assurées par le titulaire du marché au siège de l'OFPPT sis à l'intersection Route Nationale n°11 et rue n°BO 50, Route Nouasser Sidi Maarouf – Casablanca.



ARTICLE 34 : LISTE DU MATERIEL ET LOGICIEL A MAINTENIR**Maintenance de la plateforme ALCATEL LUCENT****COMMUTATEUR DATACENTER**

Réf	Désignation	Qté
	ALCATEL LUCENT OMNISWITCH OS6900-X20	2

PASSERELLE IP POUR L'ACCES AU RESEAU PUBLIC

Réf	Désignation	Qté
	ALCATEL LUCENT OMNIPCX ENTREPRISE « MEDIA GATEWAY » Rackable 19" 2 Ports RNIS-BRI 2 ports E1 12 ports FXO (pour passerelles GSM et lignes analogiques) 16 Ports, commutés Ethernet 10/100/1000 Mbps 2 Go de mémoire RAM Panneau de connexions E/S Alimentation redondante et échangeable à chaud	2

PLATEFORME DE LA TELEPHONIE IP

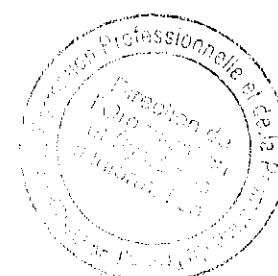
Réf	Désignation	Qté
	Call Serveur PABX OMNIPCX ENTREPRISE OXE R12.3 (Virtualisé)	2
	Plateforme centralisée de gestion de taxation et d'administration : OMNIVISTA 8770 4.1.10 Virtualisé)	1
	Serveur Fax OFS (OpenTouch Fax Server) 7.6 (Virtualisé)	1
	Serveur de collaboration OPENTOUCH MULTIMEDIA SERVICES OTMS 16.0.0.(Virtualisé)	1
	Serveur de gestion des licences FLEXLM (Virtualisé)	2
	Plateforme de Contrôle Communication Téléphonie ALCATEL LUCENT BILLING-CREDIT-CONTROLE	1

COMMUTATEUR HP

Réf	Désignation	Qté
	HP PROCURVE NETWORKING 4204VI J8770A	1
	HP Procurve 2520G-24-POE J9299A	4

2A.

C



ARTICLE 35 : INTERVENTIONS DU PRESTATAIRE (MAINTENANCE ET TELEMANTENANCE)

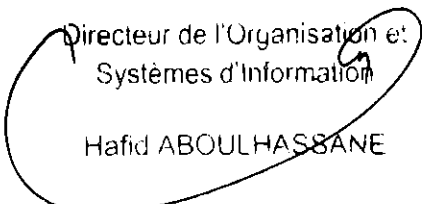
Les interventions du prestataire doivent répondre au niveau de sécurité souhaité. Le prestataire s'assure que ses interventions ne portent aucun préjudice à l'état des informations hébergées sur les plateformes de l'OFPPT, tant pour les données de production que pour les données de configuration du matériel et des logiciels.

ARTICLE 36 : RETRAIT DE MATERIEL

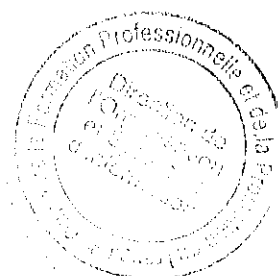
Suite à un préavis d'un mois avant le début du trimestre, l'OFPPT se réserve le droit de retirer l'une des plateformes matérielles de la liste des équipements objet de ce marché.

ARTICLE 37 : TITRES DES CHAPITRES ET ARTICLES DU CPS

Les titres des chapitres du CPS et des Articles ont uniquement pour objectif de faciliter la lecture des Articles et ne sauraient affecter le sens ou l'interprétation desdits Articles.

Le Concurrent	Le Maître d'Ouvrage
Lu et Accepté	<div style="text-align: center;"> Directeur de l'Organisation et Systèmes d'Information Hafid ABOLHASSANE</div>

KA.



BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF**Maintenance de la plateforme ALCATEL LUCENT**

Objet : La passation d'un marché reconductible concernant la maintenance et la réparation des plateformes informatiques (matériels & logiciels) relatives aux solutions téléphonie et réseau de L'OFPPT, y compris les pièces de rechange et la main d'œuvre, réparti comme suit :

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire (Hors .T.V.A) -En chiffres-	Total hors TVA -En chiffres-
1	Maintenance préventive et corrective trimestrielle des commutateurs Datacenter	1	4		
2	Maintenance préventive et corrective trimestrielle de la passerelle IP pour l'accès au réseau public	1	4		
3	Maintenance préventive et corrective trimestrielle de la plateforme de la téléphonie IP	1	4		
4	Maintenance préventive et corrective trimestrielle des commutateurs HP	1	4		
5	Support constructeur /éditeur annuel de la plateforme de la téléphonie IP / Media Gateway/commutateurs datacenter	1	Ens		
6	Assistance en mode régie	Jour homme	15		
TOTAL Hors TVA					
TAUX TVA 20 %					
TOTAL TTC					

Fait à Le

Signature et cachet du concurrent



FA.

CO